Rapport d'impact



l'Association canadienne du droit de l'environnement
EQUITE. JUSTICE. SANTE.

2025



Crédit photo de la page couverture : Linda Pim

Personnel de l'Association canadienne du droit de l'environnement

Message de la directrice générale et des coprésidents

À l'Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE), notre travail repose sur un principe simple : tout le monde a droit à un environnement sain et à un accès véritable à la justice. Nous nous attachons à soutenir les communautés à faible revenu, les personnes vulnérables et disposant de peu de ressources, ainsi que les personnes autochtones qui font souvent face aux fardeaux environnementaux les plus lourds et aux obstacles les plus importants à l'accès au soutien juridique.

En 2025, les communautés de l'Ontario ont continué de faire face à de graves enjeux environnementaux et de santé, allant de l'aggravation de la pollution de l'air et des effets de la chaleur extrême aux préoccupations concernant les déchets nucléaires et l'eau potable contaminée. Trop souvent, ces risques pèsent le plus lourdement sur les communautés qui disposent du moins de ressources pour y répondre.

Notre travail est aussi diversifié que les défis environnementaux auxquels les communautés de la province sont confrontées. Nous fournissons de façon continue des conseils et des renseignements juridiques aux personnes en quête d'orientation, tandis que notre équipe juridique représente également des clients dans des dossiers complexes et de longue haleine qui s'attaquent aux lacunes systémiques en matière de protection de l'environnement. Au-delà de la gestion des dossiers, nous menons des activités d'éducation du public et travaillons aux côtés des communautés touchées pour réclamer des lois et des politiques environnementales plus rigoureuses.

Le présent rapport met en lumière les progrès rendus possibles grâce à cet effort collectif. Nous remercions nos clients, partenaires, donateurs, membres du conseil d'administration et membres du personnel qui rendent ce travail possible.

Cordialement,

Theresa McClenaghan

directrice générale et conseillère juridique

Graham Rempe

coprésident

Lesley Cameron

coprésidente

En 2025, l'ACDE :

- a soutenu plus de 200 clients en leur fournissant des conseils et de l'information juridiques;
- a enregistré plus de 125 700 visites sur les sites Web de l'ACDE et de la Fondation;
- a produit plus de 60 mémoires juridiques et observations présentés au gouvernement;
- a produit plus de 65 documents et ressources éducatifs;
- a participé à plus de 50 événements communautaires et d'éducation, virtuels et en personne.

Image credit: Kelly Mathews

Faire progresser la justice environnementale

Aperçu de l'incidence de l'ACDE en 2025



Crédit photo : Theresa McClenaghan

Protéger la Première Nation Aamjiwnaang : la mise hors service d'INEOS Styrolution réduit les risques pour la santé

Les avocats de l'ACDE ont représenté des membres de la communauté dans le cadre d'un appel devant le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, ce qui a mené à la mise hors service et à la fermeture de l'installation d'INEOS Styrolution. Les matériaux contaminés par le benzène sont en cours de retrait, ce qui réduit les niveaux d'exposition actuels et futurs ainsi que les risques pour la santé des membres de la Première Nation Aamjiwnaang.

Mesures municipales pour renforcer la protection contre la chaleur excessive

Hamilton et Toronto ont entrepris des examens des règlements municipaux sur la chaleur maximale qui obligeraient les propriétaires à maintenir les températures intérieures sous 26 °C. Cette mesure s'appuie sur les recherches et le travail de plaidoyer de l'ACDE et protégera les locataires contre les risques associés à la chaleur extrême.

Amélioration de l'accès à la climatisation pour les résidents vulnérables

Les personnes aînées à faible revenu de Toronto bénéficient d'une protection accrue contre la chaleur extrême grâce à la distribution de plus de 480 climatiseurs additionnels dans le cadre d'un programme de la Ville de Toronto. Cette avancée fait suite à la promotion soutenue, par l'ACDE et ses partenaires, de programmes de soutien au refroidissement, y compris un nouveau programme qui ne nécessiterait pas d'ordonnance médicale.

L'attention du public et du gouvernement s'est tournée vers les risques pour la santé liés au climat

Au cours de multiples vagues de chaleur, les rapports de l'ACDE, ses interventions dans les médias et ses documents d'éducation juridique du public ont contribué à attirer l'attention du public et des décideurs sur la façon dont les changements climatiques et la chaleur extrême touchent de manière disproportionnée les communautés vulnérables.

Des examens de politiques abordent le plomb dans l'eau potable en réponse au travail de plaidoyer de l'ACDE

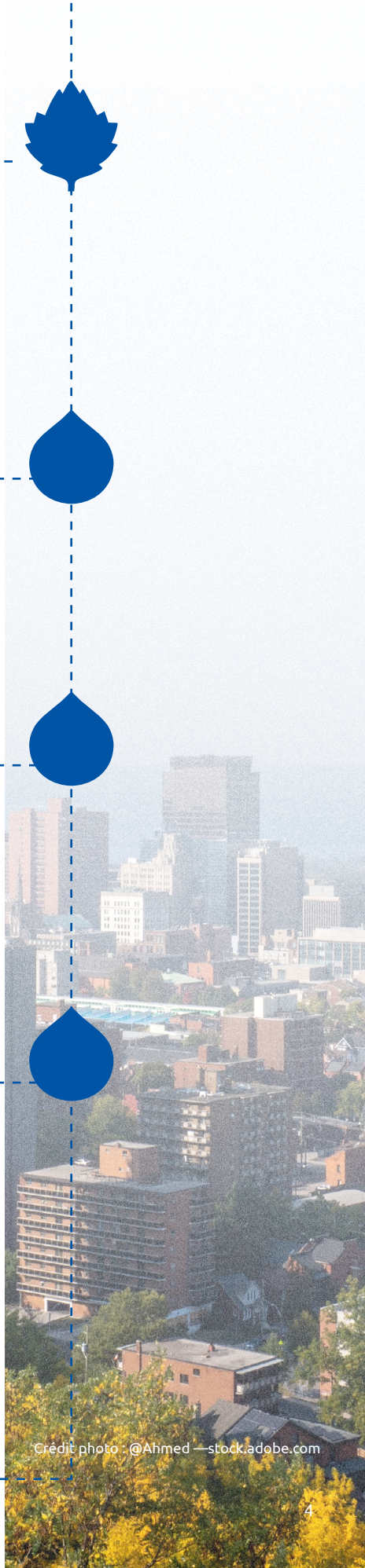
Le Comité de la planification et du logement de Toronto a lancé des examens de politiques en réponse au Rapport – Au bout du chemin de l'ACDE, tandis que des députés provinciaux de l'opposition ont cité les conclusions de l'ACDE à l'Assemblée législative.

Responsabilisation du gouvernement provincial à l'égard de la protection de l'eau potable

Un rapport de la vérificatrice générale de l'Ontario, éclairé en partie par les recommandations de l'ACDE, a été publié et accepté par le gouvernement, ce qui a amené des députés provinciaux de l'opposition à réclamer des échéanciers clairs pour la mise en œuvre de réformes liées à la protection de l'eau potable.

Une action en justice met fin aux rejets d'eaux usées chargées de contaminants

Des procédures judiciaires intentées au nom de la Première Nation de Grassy Narrows ont empêché la délivrance d'un permis visant des rejets d'eaux usées chargées de contaminants, et d'autres recours sont en cours afin de réduire ou d'éliminer les rejets de sulfate liés à la formation de méthylmercure toxique.



Crédit photo : @Ahmed —stock.adobe.com

Réduction de l’exposition future au benzène dans la Première Nation Aamjiwnaang

Responsabilisation en matière nucléaire

L’ACDE a représenté des groupes communautaires locaux **pour s’opposer à une demande sans précédent de permis de 30 ans** pour la centrale nucléaire de Darlington, qui a été limitée à 20 ans, et des membres de la communauté de Durham ont été habilités à intervenir dans le projet de prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Pickering afin d’être entendus en 2026.

Depuis des décennies, les membres de la Première Nation Aamjiwnaang vivent à proximité de l’une des zones industrielles les plus concentrées de l’Ontario, où des polluants atmosphériques toxiques comme le benzène ont contribué à de graves préoccupations en matière de santé pour la communauté.

En 2025, les avocats de l’ACDE ont représenté des membres de la communauté dans le cadre d’une audience devant le Tribunal ontarien de l’aménagement du territoire afin de faire confirmer l’ordonnance du ministère de l’Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs, visant à remédier à la pollution au benzène provenant d’une installation industrielle.

À mesure que l’installation entreprend son processus de fermeture, les matériaux contaminés par le benzène sont retirés du site. Ce processus **réduit les sources actuelles et futures d’exposition au benzène pour les résidents des environs.**

Pour les personnes qui vivent à Aamjiwnaang, il s’agit d’un pas important vers un air plus pur et des conditions plus sûres pour les familles et les générations futures. Cette réussite démontre également comment la défense des droits menée par les communautés et le droit de l’environnement peuvent mener à des améliorations concrètes en matière de santé et de protection de l’environnement pour des communautés qui subissent depuis longtemps des fardeaux de pollution disproportionnés.





Protéger les locataires et les résidents vulnérables contre les effets des changements climatiques





À mesure que la chaleur extrême augmente partout en Ontario, les recherches et les activités de défense des droits de l'ACDE ont contribué à l'adoption de nouvelles protections municipales pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se procurer un climatiseur. À Hamilton et à Toronto, les administrations locales examinent des règlements municipaux sur la chaleur maximale qui obligeraient les propriétaires à maintenir les températures intérieures sous 26 °C, un projet de règlement étant attendu à Toronto en mai 2026. S'ils sont adoptés, ces règlements offriraient aux locataires des protections essentielles contre une chaleur intérieure dangereuse.

L'ACDE a également travaillé avec des partenaires pour élargir les programmes fournissant gratuitement des appareils de climatisation aux personnes à faible revenu. À Toronto, l'ACDE a mené des activités de défense des droits et collaboré avec le personnel municipal à la conception d'un nouveau projet pilote visant à distribuer environ **480 climatiseurs à des personnes âgées à faible revenu. Le programme a été élargi et renouvelé en 2026**. L'ACDE participe également à la défense de programmes semblables dans d'autres municipalités, comme Hamilton et Ottawa.

Ensemble, ces changements représentent des progrès importants vers des logements plus sûrs pendant les épisodes de chaleur extrême, contribuant à réduire les risques pour la santé des résidents vulnérables alors que les changements climatiques continuent d'intensifier les épisodes de chaleur.

Droit des communautés à l'information

Le travail de plaidoyer de l'ACDE avec ses partenaires a contribué à la décision du Canada **d'ajouter 163 « substances chimiques éternelles » (SPFA) hautement persistants et omniprésents à l'inventaire national des rejets de polluant**s, obligeant les installations à déclarer publiquement leurs rejets et leurs transferts à compter des données de 2025.

Permis autorisant des rejets nocifs dans l'eau bloqué

Projet d'aménagement d'une friche industrielle à Kingston

L'ACDE a représenté le groupe communautaire No Clearcuts Kingston (NCK) dans le cadre d'une longue audience devant le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, qui a approuvé sous conditions un projet réduit d'aménagement résidentiel et commercial sur le site d'une ancienne tannerie fortement contaminé. Bien que la décision rendue par le Tribunal en 2025 ait approuvé l'aménagement, celui-ci a convenu avec la Ville de Kingston et NCK qu'une terre humide d'importance provinciale située sur le site doit être protégée contre toute modification ou tout aménagement.

Depuis des décennies, la communauté de la Première Nation de Grassy Narrows, dans le nord-ouest de l'Ontario, subit les graves effets cumulatifs sur la santé de l'exposition à la pollution provenant de nombreuses activités industrielles, y compris l'exploitation minière. L'un des principaux problèmes est le rejet de mercure dans ses réseaux fluviaux, où il se transforme en méthylmercure, une neurotoxine dangereuse qui contamine les poissons. Comme le poisson constitue un droit issu de traité protégé et une source alimentaire essentielle, cela a entraîné pendant des décennies d'importantes répercussions sur la santé des membres de la communauté.

L'ACDE, avec Cavalluzzo LLP, représente la Première Nation de Grassy Narrows dans plusieurs actions en justice.

En 2025, les avocats de l'ACDE ont représenté la Première Nation dans le cadre d'une demande d'autorisation d'appel visant un permis de prélèvement d'eau qui aurait permis des rejets d'eaux usées chargées de contaminants dans le bassin versant dans le cadre d'activités d'exploration minière. Le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire a accordé l'autorisation d'interjeter appel, en invoquant la preuve d'expert déposée par la Première Nation, laquelle démontrait le risque de préjudice environnemental important. **Le permis provincial de prélèvement d'eau a finalement été révoqué dans son intégralité.**

Les avocats de l'ACDE continuent de représenter la Première Nation de Grassy Narrows dans d'autres litiges et procédures administratives. En 2025, par exemple, Grassy Narrows a introduit une demande de contrôle judiciaire relativement aux rejets de sulfate d'une mine existante (et d'autres substances) qui favorisent la formation de méthylmercure toxique dans l'eau.

Ensemble, ces résultats contribueront à protéger la santé de la Première Nation et à amorcer l'obtention de la justice environnementale pour une communauté injustement accablée par la pollution industrielle depuis des décennies.

Mesures municipales concernant le plomb dans l'eau potable

Le plomb est un métal lourd toxique qui a des effets néfastes sur la santé et qui est particulièrement dangereux pour les jeunes enfants, les personnes enceintes et les fœtus. Bien qu'il existe des règlements pour surveiller et gérer le plomb dans l'eau potable, l'approche de l'Ontario repose sur des données scientifiques dépassées et doit être mise à jour.

L'ACDE préconise des améliorations aux règlements sur le plomb visant les milieux résidentiels et scolaires aux échelons municipal et provincial. Les recommandations comprennent le resserrement de la limite provinciale applicable au plomb dans l'eau potable et l'établissement comme priorité du retrait des infrastructures de plomberie en plomb.

En 2025, l'ACDE a publié deux rapports sur le plomb dans l'eau potable : l'un exposant la nécessité d'améliorer les protections dans les écoles et l'autre mettant en lumière les répercussions négatives sur l'eau potable municipale causées par le remplacement partiel des branchements d'eau en plomb.

Les deux rapports ont fait l'objet d'une vaste couverture médiatique, et des mesures ont été prises à Toronto pour examiner des options visant à empêcher le recours au remplacement partiel des branchements en plomb.



Crédit photo : Kelly Mathews



Un avenir compromis

La chaleur extrême met en danger la santé des enfants et du personnel dans les écoles canadiennes, pourtant aucune politique globale n'existe pour assurer la résilience climatique dans ces milieux. L'ACDE a comblé cette lacune en publiant deux nouveaux rapports sur les effets de la chaleur extrême dans les écoles et les services de garde de l'Ontario, proposant 16 recommandations, y compris une norme de température intérieure maximale et un financement dédié à la modernisation. Les rapports ont été publiés en concordance avec la Journée des milieux d'apprentissage sains 2025 du Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE).



Crédit photo : Kerrie Blaise

Chères amies et chers amis,

La Fondation canadienne du droit environnemental joue un rôle essentiel dans le travail de l'ACDE en soutenant l'éducation du public, la recherche et l'accès à la justice environnementale.

En 2025, nous avons pu poursuivre ce travail grâce à la générosité de nos donateurs et de nos sympathisants. Vos contributions aident à garantir que des ressources essentielles en droit de l'environnement demeurent accessibles aux communautés, aux chercheurs, aux praticiens et aux défenseurs à l'échelle du Canada.

Nous vous sommes également reconnaissants de votre soutien, qui nous permet d'accueillir chaque année un stagiaire en droit, contribuant ainsi à former la prochaine génération de juristes en environnement tout en renforçant notre capacité à faire progresser la justice environnementale.

La Fondation est fière d'assurer l'intendance des Archives canadiennes du droit de l'environnement — un important témoignage du droit de l'environnement et de la défense de l'intérêt public en matière d'environnement au Canada — en préservant des décennies de connaissances et d'expérience pour les générations futures.

Merci à toutes les personnes qui soutiennent ce travail et maintiennent notre engagement commun envers la justice environnementale.

Cordialement,

Jacklyn Campbell
Présidente sortante,
La Fondation canadienne du droit environnemental

Shawn-Patrick Stensil
Président entrant,
La Fondation canadienne du droit environnemental

Soutenez notre travail

Votre don d'aujourd'hui contribuera à encadrer la prochaine génération de juristes en droit de l'environnement et à soutenir la recherche et l'éducation nécessaires pour que le droit de l'environnement continue d'évoluer.

Programme de stage en droit

Chaque été, nous accueillons une nouvelle personne stagiaire en droit et en voyons une autre passer à la prochaine étape de sa carrière. Cette année, nous avons accueilli Thomas Perry et dit au revoir à Julie Lopez. Les effets du programme de stage se poursuivent après le départ des étudiants : ils assument de nouvelles fonctions en tant qu'avocats, fonctionnaires, universitaires et défenseurs et, à partir de ces postes, ils défendent la justice environnementale.

Célébrer notre réussite collective

Le succès du travail de l'ACDE en 2025 a été rendu possible grâce à un collectif de personnes et d'organisations dévouées.

Nous exprimons notre plus sincère gratitude à notre personnel dévoué et aux membres de notre conseil d'administration pour leur leadership et leur engagement.

Merci à nos généreux bailleurs de fonds et sympathisants de soutenir notre mission, en particulier Aide juridique Ontario, ainsi qu'à nos bénévoles, conseillers et précieux partenaires pour leur expertise et leur appui essentiels.

Nous remercions tout particulièrement nos étudiants pour leur rôle essentiel dans le renforcement de notre capacité et la formation de la prochaine génération d'avocats en droit de l'environnement. Votre engagement commun envers la justice environnementale nous permet de continuer à défendre les communautés vulnérables et un environnement plus sain pour toutes et tous.

Prix d'excellence Tom Marshall

L'ACDE est heureuse d'annoncer que Ramani Nadarajah a été choisie comme récipiendaire 2025 du Prix d'excellence Tom Marshall. Ce prix a été créé pour reconnaître, honorer et célébrer les réalisations exceptionnelles des avocats exerçant en Ontario dans le secteur public. Félicitations à Me Nadarajah pour cet honneur bien mérité!



Remerciements à nos bailleurs de fonds

Aide juridique Ontario

La Fondation canadienne du droit environnemental et les donateurs individuels qui soutiennent sa mission

Charles Stewart Mott Foundation

Catherine Donnelly Foundation

Dragonfly Fund

Environnement et Changement Climatique Canada

Santé Canada

Commission de l'énergie de l'Ontario — indemnités de dépens accordées au Low-Income Energy Network, cogéré avec le Centre ontarien de défense des droits des locataires

Programme de financement des participants et Fonds de soutien aux capacités des parties intéressées et des Autochtones, Commission canadienne de sûreté nucléaire

The Atmospheric Fund

Fonds d'action intersectorielle, Agence de la santé publique du Canada

Programme d'aide financière aux participants, Agence d'évaluation d'impact du Canada



L'ACDE a célébré ses 55 ans!

Nous avons célébré cette étape importante avec des amis et collègues lors d'un rassemblement comprenant des allocutions de Rod Strain, vice-président, Services juridiques des cliniques, Aide juridique Ontario, ainsi qu'un discours principal inspirant de Kathleen Padulo, directrice de l'environnement, Chiefs of Ontario. Nous avons été ravis d'accueillir d'anciens membres du personnel, des étudiants, des membres du conseil d'administration et d'autres invités spéciaux à l'événement.

l'Association canadienne du **droit de l'environnement**

EQUITE. JUSTICE. SANTE.

www.cela.ca

416-960-2284 or **1-844-755-1420**

Also available in English